



Le côté obscur de la recherche sur le terrorisme

Dr. Muhammad Yazid Zul Qibli

Professeur de droit au Collège Ahmed Ibrahim, Université islamique internationale, Malaisie.

Aborder la question du terrorisme est une tâche qui n'est jamais facile. Parmi les définitions les plus connues du terrorisme : c'est la violence ou la menace de violence préméditée de la part d'individus ou de groupes pour atteindre des objectifs politiques, sociaux ou idéologiques, en intimidant un groupe de gens plus nombreux que les victimes directes de l'acte terroriste.

Les études sur le terrorisme traitent généralement quatre questions principales, à savoir : les causes, outils, impacts politiques, sociaux et idéologiques du terrorisme et les meilleurs moyens de le combattre et de l'éliminer. Cet article va au-delà des quatre aspects mentionnés pour jeter la lumière sur les dangers et les défis auxquels sont confrontés les chercheurs qui traitent des affaires du terrorisme, car il est important de distinguer les faits réels des fantasmes et des illusions lorsqu'on se penche sur les enjeux de ce sujet passionnant et controversé.

Difficultés, défis et obstacles

Malgré la disponibilité de la recherche scientifique sur des sujets dangereux et délicats comme la recherche sur les armes nucléaires, les missiles antibalistiques, les rayonnements, les risques biologiques et chimiques, les gangs de drogue et la corruption des politiciens, la recherche sur le terrorisme demeure une question solennelle qui a ses risques spécifiques.

Ainsi, le chercheur spécialisé du sionisme peut être exposé à de nombreux défis tels que d'être assassiné par le service de renseignement israélien Mossad, ou que le financement de ses recherches soit entravé, vu la force des groupes de pression israéliens. Cela est certes frustrant et s'oppose aux objectifs de la recherche scientifique, pouvant profiter à tous, dont les Juifs eux-mêmes.

De même, les chercheurs dans les affaires de terrorisme dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) sont confrontés à de nombreux problèmes, dont la mauvaise interprétation de leurs recherches scientifiques pouvant avoir des conséquences désastreuses. La situation n'est pas toujours meilleure en Occident:

la publication de recherches honnêtes et critiques dénonçant les politiques et approches gouvernementales de lutte contre le terrorisme peut conduire au classement, rejet et mise sur la liste noire des chercheurs. Les chercheurs risquent également d'être désenchantés pour leur critique constructive de l'approche humiliante de la France envers les musulmans et de sa prétention systématique et biaisée d'associer injustement l'islam à l'extrémisme et au terrorisme.

Il existe aussi nombre de bonnes raisons qui poussent de nombreux chercheurs à éviter d'approfondir la question du terrorisme, dont la nature du matériel de recherche. Certains documents, même destinés à la publication, peuvent être interdits ou suspectés. Le matériel peut être légal dans un État mais interdit dans d'autres, légal un jour et illégal un autre jour, le matériel de recherche douteux étant toujours très risqué. Dans de nombreux pays, les lois d'urgence et l'emprise sécuritaire l'emportent sur les dispositions standard de la législation relatives aux événements spécifiques, tel le terrorisme, ce qui complique la tâche de défense si les accusations sont liées à des problèmes d'extrémisme et de terrorisme.

Problématique des interprétations juridiques

Le matériel de recherche peut être légal, mais l'approfondir peut le rendre suspect au point de refuser la recherche et d'enquêter avec le chercheur ou/et éventuellement l'arrêter ! Cela est dû au manque de lois explicites réglementant la recherche liée au terrorisme, le chercheur pouvant être impliqué et poursuivi pour infraction pénale, notamment en cas de possession de substances qualifiées (d'illégales).

Il existe un grand nombre d'études, de recherches et d'articles qui traitent du terrorisme, mais la plupart sont du déjà vu, à sens unique ou biaisés. De nombreux défis pèsent sur le matériel de recherche, notamment les doutes sur la légalité du matériel, la non-divulgaration du statut juridique du matériel interdit, les différents statuts juridiques selon les États, les difficultés d'accès au matériel, les risques de la recherche sur le terrain et ceux associés à la zone de conflit et aux représailles, ainsi que le grave manque d'analyses statistiques, de données directes et bien plus encore.

Il en est ainsi de certaines publications et documents de recherche illégaux, comme la brochure qui promeut la propagande terroriste, ce qui pose un problème majeur pour les chercheurs. Les chercheurs spécialisés, du service de police, de l'unité antiterroriste ou des unités de l'armée concernés peuvent avoir besoin d'approfondir ce matériel illégal pour formuler par exemple une politique antiterroriste appropriée.

Étant donné que la plupart des lois judiciaires existantes ne remplissent pas cet objectif, les chercheurs demeurent exposés aux infractions pour possession de produits illégaux.

Il est également risqué de mener une recherche empirique qui inclut un entretien avec un terroriste ou un suspect : les terroristes et les groupes armés sont recherchés pour la justice et il faudrait les convaincre que l'entretien n'a pas un guet-apens. Ce sont souvent eux qui choisissent le lieu et l'heure de l'entretien, et pour éviter d'être arrêtés, ils peuvent changer le rendez-vous au dernier moment pour assurer leur sécurité, ce qui menace la sécurité de l'interlocuteur qui risque être kidnappé ou tué.

Problématique de la neutralité et du manque de données

Le terrorisme est un sujet intrinsèquement sensible, ce qui constitue un défi en soi, donc la recherche dans ce domaine ne sera souvent pas impartiale, ni exempte de parti pris. Malheureusement, elle est souvent trop subjective. Dans son livre : «Mener des recherches du terrain sur le terrorisme», le professeur Adam Dolnik met en garde : «Toutes les parties politisent les données liées au terrorisme, étant une question très sensible qui suscite les émotions, c'est pourquoi la recherche dans le domaine du terrorisme requiert un niveau plus élevé de documentation et d'impartialité, pour garantir l'exactitude et la fiabilité des résultats».

Cette situation est aggravée par le manque criant de données disponibles et d'analyses statistiques, ainsi que par la médiocrité des méthodes de recherche et la difficulté à trouver des sources médiatiques fiables en raison de biais et d'imprécisions. Par conséquent, le recours aux documents d'open sources s'est accru, quoiqu'ils n'ajoutent souvent rien de nouveau ou d'important.

Les risques psychologiques sont un autre défi pour les chercheurs. Aller à l'encontre de la tendance dominante ou de la version officielle peut entraîner de grands dangers pour le chercheur, tels le rejet de la demande de financement, la mise sur la liste noire, l'arrestation ou autre.

Dans la recherche empirique, le nom du chercheur responsable des entretiens peut être mis sur la liste noire comme il risque d'être ciblé par les terroristes, ou par les services de sécurité. Les résultats de la recherche peuvent sembler controversés et provocateurs et le chercheur risque d'être accusé de sympathie avec les terroristes quoique son rapport soit impartial, objectif et pondéré.

Conclusion

Il existe de nombreux obstacles face aux recherches sur le terrorisme de la part de toutes les parties concernées. Pour réduire les risques, le chercheur doit s'assurer qu'il respecte la loi, adhère aux normes éthiques de la recherche et, plus important encore, les gouvernements doivent établir un cadre juridique approprié qui régleme la recherche sur le terrorisme, ce qui apporte du profit pour tous.